

**AFFJUR/AR-2023-155  
ARRETE DU MAIRE**

**Objet : Arrêté portant commissionnement de Monsieur Zaïr AMARI, Directeur Général des Services Techniques, en matière d'infractions aux règles de l'urbanisme sur le territoire de la Commune de Trappes**

**Le Maire,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2212-2, relatif aux pouvoirs de police du Maire pour assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique ;

**Vu** le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.480-1 à 5 et R.610-1 à 3 ;

**Vu** la situation administrative de Monsieur **Zaïr AMARI** ;

**Considérant** que pour assurer la protection du cadre de vie des habitants et de la commune, il convient de commissionner un agent pour constater les infractions aux règles de l'urbanisme ;

**Considérant** qu'il y a de l'intérêt de la commune dans la lutte contre les atteintes aux règles sus énoncées ;

**Considérant** que Monsieur **Zaïr AMARI**, exerce les fonctions de Directeur Général des Services Techniques, suite à son recrutement, à compter du 24 avril 2023 ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Monsieur **Zaïr AMARI**, Directeur Général des Services Techniques, est commissionné afin de constater les infractions en matière d'urbanisme, sur le territoire de la Commune de Trappes.

**Article 2** : Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Yvelines et au Président du Tribunal Judiciaire de Versailles aux fins d'habilitation de l'agent, en application aux articles R.610-1 à 3 du Code de l'urbanisme ;

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Article 4** : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Préfet des Yvelines ;

- A Monsieur le Président du Tribunal judiciaire de Versailles ;
- A l'intéressée.

Fait à Trappes, 28 AVR. 2023

Ali RABEH  
Maire de Trappes

